

RASSEMBLER A GAUCHE

Comité de rédaction:

- Jacques Adrien, militant socialiste progressiste
- David Bodet militant LCR
- Cyrille-Robert Broux, militant des Verts
- Michelle Dospital militante associative
- Robert Duguet, militant du MDC
- Bernard Fischer, militant associatif
- Michel Galin, militant syndical
- Serge Guichard, militant du PCF
- Vincent Huet, militant de la LCR
- Sylvie Mayer, militante du PCF
- Roland Mérieux militant de la CAP
- Gérard Morlier, militant associatif
- Gérard Pociéka, EGAL-91
- Jean Sanchez, militant AREV

Directeur de publication:

Amaury Couderc, militant socialiste progressiste

Commission paritaire des Publications et Agences de Presse numéro 11077

RAG: Amaury Couderc,
le Clos, Boissy-Sous-Saint-Yon 91790
tel.: 01.64.91.32.75

N° 89 novembre 1997
6è année de parution

Sommaire :

- Un espace politique nouveau à gauche..., par Amaury Couderc, page 1
- Où va le Parti Socialiste, par Robert Duguet, page 2
- La gauche officielle libérale et...plurielle ? par Gérard Morlier, page 3
- Communiqué d'EGAL-91 (AREV-CAP) au sujet des emplois jeunes, page 4
- Pour une Europe Politique sociale et écologique : Amsterdam / Luxembourg, Rio / Kyoto, par Gérard Pociéka, page 4
- Un pôle indépendant de la gauche dite "plurielle", par Bernard Fischer, page 5
- La "carambouille" se précise, par Amaury Couderc, page 6
- Brèves, pages 5 et 6
- Infos, page 6

RASSEMBLER A GAUCHE

BULLETIN DE LIAISON POUR "RASSEMBLER A GAUCHE"

UN ESPACE POLITIQUE NOUVEAU À GAUCHE...

par Amaury Couderc

L. Jospin est au zénith, les sondages le créditent d'un pourcentage d'opinion favorable jamais atteint par un premier ministre au pouvoir depuis plus de six mois. Les alliés du PS, le PC en particulier, bénéficieraient de sondages tous les jours en hausse pour son soutien inconditionnel au gouvernement...

Le ciel est bleu...

Dans le même temps :

- Les retraités sont dans la rue pour protester contre les mesures prises par Martine Aubry.

- La CSG augmente sans cesse, mettant à mal le pouvoir d'achat de nombreux salariés (elle s'applique même à ceux ayant des revenus inférieurs à 4.500 F par mois).

- France Télécom est privatisé et le gouvernement pluriel de la gauche s'est opposé par tous les moyens à la consultation des salariés (là où elle a pu avoir lieu, plus de 80% des salariés se sont déclarés opposés à cette "privatisation"(1).

- La privatisation de Thomson et du GAN devrait suivre...

- Le plan de restructuration de la SNCF concocté par Pons et Juppé, dénoncé en son temps par le PC comme "dépeçage du service public et la mise en cause du statut des personnels" sera mis en oeuvre.

- Les routiers ont repris le travail sans avoir quasiment rien obtenu (merci Madame Notat).

- Chez Kleber et Perrier les licenciements se multiplient.

- Chez Kodak ils sont annoncés dans les semaines à venir.

- Dans le textile et la chaussure, ce sont des filières entières qui sont délocalisées avec leur cortège de licenciements. Ce fut d'ailleurs l'occasion pour Dominique Strauss Kahn de rappeler à un député communiste qui tentait d'intervenir à l'Assemblée sur ce sujet que c'est la politique qu'il soutient au gouvernement (séance du 25 novembre).

- Vilvorde ferme (malgré les promesses de Jospin) et des centaines de licenciements sont annoncées à l'usine Renault du Mans.

- Peugeot annonce un plan de suppression de 3.000 emplois au prétexte que le marché français et européen de l'automobile serait devenu trop étroit.

Comment ce gouvernement va-t-il nous expliquer l'installation de Toyota en France ? Mais a-t-il encore besoin d'expliquer puisque les sondages le mettent au pinacle.

Sur le terrain de l'économie le plan Juppé est appliqué dans toute sa rigueur.

"RASSEMBLER A GAUCHE" est le lien entre tous ceux et celles qui font le choix de se rassembler pour rechercher une issue à la crise qui secoue aujourd'hui la gauche.

"RASSEMBLER A GAUCHE" n'est pas une organisation politique formelle, c'est un lieu de débat et d'action ponctuelle. Il rassemble des hommes et des femmes impliqués dans différentes organisations traditionnellement de gauche, mouvements se réclamant de la gauche, écologistes, inorganisés, tous favorables au rassemblement.

Les articles seront signés et n'engageront que leurs auteurs.

Imprimé par nos soins

UN ESPACE POLITIQUE NOUVEAU À GAUCHE...

suite

- Pour le plus grand nombre les 35 heures ne font même plus illusion, puisque, comme nous l'annoncions dans un précédent numéro de "Rassembler à Gauche", les entreprises de moins de 20 salariés en seront exclues (elles représentent plus de la moitié des salariés du privé...). Par contre, les salariés verront se généraliser et s'institutionnaliser l'annualisation du temps de travail.
- Les banlieues explosent, mais patience, Chevènement envisage de rouvrir les maisons de correction...
- Les enseignants n'ont jamais été aussi mécontents de leur ministre...
- L'Europe sociale reste un gadget et malgré la présence de plus de 30.000

DANS PLUSIEURS VILLES DE FRANCE

AGRESSIONS DE CONDUCTEURS DE BUS



manifestants réunis à l'appel des syndicats européens à Luxembourg et les soi-disant promesses faites par Chirac et Jospin, l'Europe sociale est un bidon, sans aucun contenu.

Alors, où est le changement ?

Avec plus de députés communistes et leur participation au gouvernement, je pensais que les salariés auraient un soutien effectif au sein même du gouvernement pour relayer leurs revendications, las, la "solidarité

gouvernementale" prime tout, chacun est tenu de rentrer dans le rang. Personne n'attendait du PC qu'il devienne une annexe du PS et qu'à moins d'aller au bout de sa démarche, c'est-à-dire se fondre dans ce parti pour en devenir l'aile gauche, les électeurs préféreront toujours l'original à la copie, et le PS au PC...

A quelques mois seulement des élections cantonales ou régionales, du fait des listes communes PS-PC, pour la première fois un espace politique réel reste inoccupé à gauche. Espace délimité à la fois par celles et ceux qui veulent un véritable changement, mais aussi et surtout pour toutes celles et ceux pour qui la gauche dite "plurielle" au pouvoir n'a non seulement rien amélioré, mais encore aggravé leur situation. L'écho des luttes en est la démonstration. L'augmentation du nombre des chômeurs aussi, la précarisation accélérée le confirme. L'abstention dans les élections partielles l'illustre semaine après semaine. Seul Le Pen en tire un bénéfice électoral.

Dans l'Essonne, la possibilité existe de rassembler celles et ceux qui n'acceptent pas cette situation comme une fatalité.

Alors, au travail ! □

(1) Lire "prise de participation" dans le nouveau lexique édité par la gauche dite plurielle.

OÙ VA LE PARTI SOCIALISTE ? (*)

par Robert Duguet

Jacques Kergoat vient de publier un ouvrage sur l'histoire du Parti Socialiste. De la Commune de 1871 à la Troisième République parlementaire, du Front Populaire à la Libération, de la question coloniale à la naissance de la Cinquième République, de la renaissance du mouvement socialiste à Epinay en 1971 à la prise du pouvoir, du premier gouvernement l'Union de la Gauche à la nouvelle cohabitation Jospin-Chirac, notre auteur analyse au plus près les multiples métamorphoses de l'organisation socialiste durant un siècle. Excellent ouvrage de vulgarisation, puisque c'est la vocation de la collection qui publie, ce livre ne brouille aucune piste, on le reforme en ayant besoin de répondre à la discussion qu'il suscite naturellement. En particulier la conclusion, même si elle ne fait qu'ébaucher, interpelle directement le militant, puisqu'elle pose la question de l'avenir du PS.

Notre auteur situe le PS au confluent de quatre évolutions possibles :

- 1) La mutation en un parti "organique" de la gauche française, avec comme obstacle à surmonter l'existence du courant communiste.
- 2) Une évolution vers un parti de type démocrate à l'américaine.
- 3) Une reconstruction du modèle social-démocrate, orientation incarnée par Lionel Jospin, avec comme difficulté de taille la tradition ouvrière française de séparation du syndical et du politique.
- 4) Enfin que dans la décennie à venir le PS se laisse balloter au gré des contraintes extérieures, incapable qu'il est de régler les contradictions qui habitent en son sein.

Formellement le débat peut se poser en ces termes. Le PS étant une organisation réformatrice, sa tendance naturelle le fait tomber toujours du côté de la crise de l'Etat. A ce point de la discussion, il faut donc faire une distinction entre la pente naturelle de l'organisation, et le grain à moudre indispensable pour trouver des colliers d'affiche, des animateurs de réunions, des distributeurs de tracts, bref des militants.

Le parti "organique" de la gauche, c'était le point de vue de Jaurès à une époque où le développement de la civilisation bourgeoise permettait l'existence d'un grand parti de réformes sociales, donc d'un regroupement au sein de la même organisation des .../...

Ce bulletin est le votre, aidez nous à le faire vivre.

Associez-vous à notre démarche en participant financièrement.

Nom Adresse n° rue

Prénom Ville

Je verse la somme de: 100 fr autre

Code postal

A retourner à A. Couderc, le Clos, 91790 Boissy-sous-Saint-Yon

OU VA LE PARTI SOCIALISTE ? (*)

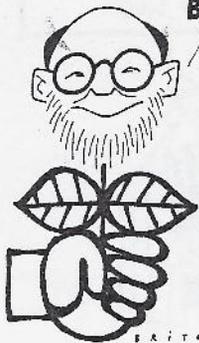
suite

partisans du petit pas sur l'aile droite et des marxistes révolutionnaires sur l'aile gauche. Ce rêve du passé me semble hors de portée. Elle réduit l'aile gauche au molletisme, c'est-à-dire radicalité du discours mais gestion de la crise de l'Etat à droite. Quant à la position de Lionel Jospin de retour au modèle social-démocrate, elle ne me semble pas recouper un autre projet que celui du parti "organique" de la gauche. Pour que ces deux positions aient une chance réelle de s'incarner, il faudrait que la cogestion du système capitaliste permette encore de nouvelles avancées sociales, économiques, culturelles, institutionnelles pour le salariat. L'histoire a tranché sur ce point.

En revanche l'hypothèse d'une évolution vers un parti de type démocrate à l'américaine, non seulement me semble bien réelle, mais elle a été engagée dès la constitution du parti d'Epinau. Le mitterrandisme n'a pas été autre chose que la

ROBERT HUE EN VEDETTE AMÉRICAINE À BREST

APPELEZ-MOI BOB



volonté de faire coexister dans un même parti la culture ouvrière socialiste d'un côté, et le projet démocrate à forte connotation démocrate chrétienne d'un autre. Je ne pense pas que l'on puisse écrire, comme le fait J.Kergoat dans sa conclusion, "...les deux septennats de François Mitterrand auraient-ils à ce

point broyé la vieille machine ouvrière que nous aurions maintenant affaire à un parti de nature différente ? Nous ne le croyons pas." Sur quel point concernant aussi bien la démocratie politique que la démocratie sociale, le PS a-t-il continué à défendre une orientation simplement réformiste ? La sécurité sociale, l'école publique et la laïcité, l'immigration, les services publics, la démocratie dans l'entreprise... ils ont à peu près trahi sur tout. Il arrive un moment où il faut reconsidérer les principes en les comparant aux faits. En prenant en charge des "réformes" qui s'attaquent de plus en plus vitale aux conditions d'existence du salariat, le PS devient autre chose qu'une organisation réformiste. Nous sommes depuis dix-sept ans au cœur de cette métamorphose. Il faudra bien un jour que les marxistes s'attaquent à cette question et sortent de la dogmatique consistant à présenter le PS comme le parti réformiste naturel du salariat. □

(*) Jacques Kergoat, "Histoire du Parti Socialiste", Edition La découverte, Collection Repères.

LA GAUCHE OFFICIELLE LIBÉRALE ET... PLURIELLE ?

par Gérard Morlier (militant associatif)

Nous serions nombreux à n'avoir rien compris à la politique de la gauche officielle qui s'affirme avant tout pragmatique et réaliste.

Si nous agissons pour défendre les étrangers, les sans papiers et que nous manifestons ou pétitionnons contre les lois Debré-Pasqua, la gauche officielle se rassemble autour du ministre de l'intérieur pour gronder et sermonner les humanistes irresponsables.

Si nous formulons des revendications qui ont l'audace de s'opposer à la logique de l'économie de marché, les experts de la gauche officielle nous rappellent que nous devons accepter la mondialisation de l'économie et les contraintes de la construction européenne.

Si nous sommes choqués par les reniements de tel ou tel ministre qui, lorsqu'il (ou elle) était militant ou dirigeant de parti s'opposait résolument aux projets de la droite ou du PS sur la politique de la monnaie unique, sur le financement de la protection sociale par la CSG, sur le développement des politiques sécuritaires, sur la construction de grands équipements, et qui aujourd'hui met en oeuvre ces mêmes projets, ou nous balance l'argument incontournable "la solidarité gouvernementale".

Cette gauche officielle n'envisage plus de transformer la société. Elle se propose simplement de gérer au mieux les contradictions du capitalisme sans toucher aux rapports de production.

Plus rien ne semble arrêter les idées libérales qui veulent qu'irréversiblement l'économie de marché soit ouverte sur l'extérieur et débarrassé des entraves qui pèsent encore sur elle. Les conversions aux idées libérales dépassent largement le rapport droite/gauche. Si les travaillistes anglais ont franchi le pas en s'affirmant aujourd'hui de la Gauche libérale, les Delors, Strauss-Khan et autre Gigou ont visiblement l'ambition de s'inspirer du modèle.

Nous n'attendons plus de la gauche officielle qu'elle nous propose un projet de société résolument anticapitaliste, une société (osons le mot) **socialiste**.

Il existe pourtant dans notre pays une gauche réelle qui se bat sur le terrain et qui réinvesti l'espace laissé vacant par ceux qui sont censés les représenter.

Les militants associatifs qui agissent au quotidien pour colmater les brèches du libéralisme, sont aussi souvent ceux qui réfléchissent à des solutions alternatives.

Bien que les idées nouvelles soient souvent perçues comme subversives par ceux qui détiennent le pouvoir, ils existent des expériences concrètes qui réinventent des valeurs de solidarité et qui proposent des perspectives pour échapper à la logique de l'économie de marché.

Les idéaux "révolutionnaires" sont en pleines mutations. Les anciens repères droite/gauche n'ont plus leurs justifications dès lors qu'il n'existe plus la volonté de construire autre chose.

Comment redonner des raisons de lutter à ceux qui subissent le chômage et la précarité et qui n'ont plus de raisons de croire que le marché du travail va recréer du plein emploi ? Comment remotiver ceux qui n'attendent plus rien de la gauche officielle et surtout pas qu'elle puisse transformer la société ?

LA GAUCHE OFFICIELLE LIBÉRALE ET... PLURIELLE ?

suite

Nombreux sont ceux qui aspirent à un renouveau de la politique. Peut-on imaginer un parti politique qui ne soit pas électoraliste, qui ait d'autres objectifs que le pouvoir, qui soit résolument un parti de luttes et même une avant-garde idéologique ?

La gauche réelle, aussi multiple qu'elle soit, porte en germe ce renouveau politique. □

Communiqué d'EGAL-91 (AREV-CAP) au sujet des emplois jeunes.

Le chômage est un fléau pour tous ceux qui le subissent. Pour les jeunes qui vivent la galère, de CDD en petits boulots, en missions d'intérim alternées par de longues périodes sans emplois, le chômage les déstructure et les pousse à s'interroger, à juste raison, sur le fonctionnement de cette société qui ne leur laisse que peu de place.

Des mesures spécifiques, pour aider les jeunes à trouver un emploi, sont positives si elles s'intègrent dans une politique économique dont l'objectif est le plein emploi et si elles ne conduisent pas à remplacer des emplois existants.

A cet égard le plan de Martine Aubry a des aspects inquiétants. Le signal ne risque-t-il pas d'être donné, en particulier au patronat que l'embauche d'un jeune se fait au SMIC quel que soit le diplôme et en CDD pour 5 ans ?

Nous connaissons l'attente des jeunes et des familles. Il s'agit de ne les décevoir ni dans l'immédiat, ni dans l'avenir. Ainsi les conseils municipaux, les élus EGAL-91 (AREV-CAP), tout en exprimant un point de vue critique sur la loi "emplois-jeunes" interviendront pour :

* Une définition exigeante des emplois à pourvoir. Conformément à la loi, il s'agit de trouver des emplois nouveaux : ni cache misère du service public, ni tâche dévalorisante pour les jeunes.

* Un volet formation, pour aider à remplir les tâches prévues, mais surtout pour acquérir une qualification en vue d'un emploi pérennisé.

* Un temps de travail de 35 heures par semaine incluant le temps de formation.

* Veiller avec les organisations syndicales que les emplois jeunes ne remplacent pas des personnels sous statut.

Pour EGAL-91 (AREV-CAP), il est urgent de diminuer la durée du travail hebdomadaire pour arriver à la semaine de 32 heures en 4 jours en l'an 2000. C'est ainsi, nous en sommes convaincus, que l'on peut faire reculer le chômage de façon durable et significative; et avoir l'espoir de donner aux jeunes des emplois correspondant à leurs attentes et à leurs qualifications.

Les porte-parole : Roland Mérieux et Gérard Pociécka

POUR UNE EUROPE POLITIQUE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE :

AMSTERDAM / LUXEMBOURG

RIO / KYOTO

par Gérard Pociécka

De la campagne des législatives au sommet d'Amsterdam, Lionel Jospin nous a fait une promesse, il nous a promis une Europe plus sociale. C'est à cette condition qu'il a engagé notre pays dans le pacte de stabilité budgétaire si cher à l'Allemagne.

Ce sommet du Luxembourg ne peut dès lors que déboucher sur une "gestion nationale" dite "socialiste" du chômage.

Qu'attendre alors lorsque nous entendons Helmut Kauhé prétendre que les politiques de l'emploi sont avant tout du ressort national ?

Depuis 25 ans nos gouvernements successifs libéraux ou sociaux-démocrates au nom de la "bonne gestion" conduisent les mêmes politiques à tel point que les anciens slogans idéologiques "gauche droite" sont maintenant dépassés, comme le sont d'ailleurs les états

SOMMET EUROPÉEN DE L'EMPLOI



nations, conséquence de la mondialisation de l'économie Ceci consacre la victoire du capitalisme, victoire sans précédent à l'échelle planétaire. Nos gouvernements se soumettent, acceptent la pression libérale productiviste avec toutes ses conséquences. Notamment quand pour lutter contre le chômage les seules solutions recherchées sont la flexibilité du marché du travail, la réduction des coûts de production et l'organisation des dégraissages d'effectifs" à tel point qu'en Europe, 1 actif sur 10 est au chômage, soit 18 millions de sans emploi. A chaque alternance, budget nouveau, nous avons droit à un lot de privatisations supplémentaire, à une recherche systématique de destruction des systèmes de protection sociale, de l'assurance vieillesse, tout cela au nom de la compétition internationale, de la recherche de parts nouvelles de marché, d'une croissance nouvelle qui devrait créer des emplois.

Du dogmatisme à la pensée unique globalisante et homogène, se sont toujours les mêmes remèdes, la déréglementation, la dérégulation, les délocalisations des marchés et des produits, conséquence de la rigidité des critères de gestion imposés par le traité de Maastricht et l'ajustement structurel à l'euro. .../...

POUR UNE EUROPE...

suite

La monnaie unique plonge l'Europe encore plus dans la récession et sacrifie la spécificité des anciens contrats sociaux nationaux au libre échange. Le Sommet de la Terre à Rio en 1992 en avait appelé aux gouvernements et aux grandes multinationales, en effet, rien ne pourra sérieusement être fait tant que celles-ci auront toute liberté pour gouverner le marché mondial. Aujourd'hui elles contrôlent environ le tiers des avoirs productifs détenu par le marché privé.

Le chômage concerne toute la planète, environ un milliard de personnes sont exclues de l'activité productive. En 2000 la couverture forestière du globe aura diminué de plus de 40% par rapport à 1990. En 2040 l'accumulation des gaz à effet de serre pourrait entraîner un réchauffement de 1 ou 2 degrés de la température moyenne de la planète et une élévation de 0,2 à 1,5 mètres du niveau des océans. Selon l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 20% de toutes les espèces existantes auront disparu, dans 10 ans, l'apport productiviste aura détruit un patrimoine biologique unique. Protéger les biodiversités par le développement durable devient un impératif. Le Sommet de la Terre qui s'ouvre à Kyoto invite collectivement le Nord et le Sud à en finir avec ce mode de production et de développement et à construire une alternative, car nous ne pouvons pas envisager le développement de l'ensemble des pays sous-développés à l'image des pays industriels occidentaux. □

UN PÔLE INDÉPENDANT DE LA GAUCHE DITE "PLURIELLE"

par Bernard Fischer

Le résultat le plus important de la conférence sociale du 10 octobre et la tragi comédie de la démission du président du CNPF sont des bons coups de publicité pour le gouvernement Jospin. Ils figent le paysage social pour plusieurs semaines sinon pour plusieurs mois. La totalité des trois grandes confédérations syndicales affichent et expriment leur satisfaction. La préparation des élections prud'homales du 10 décembre fera le reste.

Il reste deux échéances importantes pour le gouvernement Jospin à court et à moyen terme, c'est la politique d'immigration et la préparation des élections régionales de mars 1998.

Le mouvement social et associatif appelle à une grande manifestation nationale pour l'abrogation des lois Pasqua Debré et pour la régularisation de tous les sans papiers le 22 novembre le jour de l'ouverture du débat en première lecture à l'assemblée nationale du projet de loi Chevènement. A cette occasion, il y a l'hypothèse de l'ouverture d'une situation à l'italienne. Le parti socialiste n'est pas majoritaire à lui tout seul à l'assemblée nationale. En Italie, le PRC de Fausto Bertinotti votait contre le budget du gouvernement Prodi et le gouvernement tombait. En France, si le PCF de Robert Hue votait contre le projet de loi Chevènement, la même cause produirait certainement le même effet, et les différences entre le régime parlementaire italien et le régime présidentiel français ne changeraient pas grand chose sinon rien du tout. **Ce n'est pas l'hypothèse la plus probable.**

Le deuxième terme de l'alternative concerne la campagne pour les élections régionales de mars 1998. La gauche gouvernementale prépare des listes uniques PS PCF Verts MDC aux élections régionales. Il s'agit d'une nouvelle .../...

BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES

Les égarements philosophiques de M. Allègre

Monsieur Allègre, ministre, vient de se commettre d'un curieux ouvrage, "Dieu, face à la science", dont il est par ailleurs très fier. Nous savions depuis longtemps que les hommes qui ont fondé la science de la nature moderne, les Copernic, Galilée, Giordano Bruno ont dû s'attaquer à la prétention catholique de limiter l'investigation scientifique au cadre posé dans le domaine du temps par Aristote trois siècles avant le Christ. Les fondateurs de la libre science de la nature ont mené un combat pratique contre l'église catholique, certains ont même payé de leur vie sur les bûchers de l'inquisition (Giordano Bruno). Et bien Monsieur Allègre, dans la grande fidélité de ses opinions intellectuelles, a commencé, ce que relève "Le Canard Enchaîné", par retirer de son manuscrit les pages qui soulignent le rôle joué par le catholicisme romain contre les sciences de la nature...

A cette autocensure destinée à rendre son livre présentable, il ajoute son grain de sel ineffablement personnel : voyez-vous, Galilée était un être orgueilleux et imbu de sa science. Au lieu de se gagner les faveurs de ses amis jésuites, qui pouvaient plaider son cas auprès du Saint Siège, il s'est mis tout le monde à dos et s'est donné les moyens de se faire battre. D'où le procès intenté par les Dominicains.

Ce type d'argument valait bien le prix Blaise Pascal... mais aussi la manifestation des enseignants de Clermont-Ferrand qui étaient venus ce jour là pour le conspuer. La grossièreté dans le domaine de la recherche théorique s'ajoute à celle qu'il exerce à l'égard des enseignants de l'école publique... Voilà tout, Monsieur Allègre ! □

Une initiative originale et positive

Mercredi 26 novembre, cinq organisations syndicales départementales (CGT, DUD, FSU, Syndicat des avocats de France et Syndicat de la magistrature) ont organisé une réunion publique sur les projets de loi "Chevènement-Guigou". Ils avaient convié les parlementaires puis les partis de la majorité gouvernementale. Aucun député ni sénateur ne sont venus, le PC était représenté par Serge Guichard.

L'absence des parlementaires interroge fortement sur la signification des discours électoraux sur de nouvelles démarches citoyennes et sur de nouveaux rapports avec le mouvement social. Là aussi, il y a un fossé entre les paroles et les actes...

Néanmoins le débat, avec entre autres les interventions de plusieurs sans-papiers, a exprimé de fortes inquiétudes face au projet de loi, la nécessité d'abroger les lois Pasqua-Debré-Méhaignerie. La volonté d'un vrai débat sur l'immigration avant la remise à plat de la législation issue des ordonnances de 45 est apparue comme une nécessité.

Il est intéressant et significatif qu'une telle réunion, le jour de l'ouverture du débat à l'Assemblée nationale, soit à l'initiative du mouvement syndical. □

UN PÔLE INDÉPENDANT DE LA GAUCHE...

suite

tentative de polarisation de la vie politique française autour du Front National. En effet, nous aurons dans la majorité des cas des triangulaires entre la droite parlementaire, la liste unique de la gauche et le Front National. Cela produira deux cas de figure. Ou bien il y aura des politiques d'alliance entre la droite parlementaire et le Front National contre la gauche. Ou bien il y aura des politiques d'alliance entre la droite parlementaire et la gauche contre le Front National. Dans les deux cas, le Front National sera le seul gagnant.

La construction d'un pôle indépendant de la gauche alternative est aujourd'hui une question d'urgence nationale et sociale. □

INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO - INFO

Séminaire-débat à l'initiative du Comité de vigilance pour une paix réelle au Proche-Orient (CVPR)

Le 29 novembre 1947, au terme de manoeuvres diplomatiques douteuses, l'Assemblée générale des Nations-Unies, composée alors d'une majorité d'Etats occidentaux ou assimilés, adoptait la résolution 181 pour le partage de la Palestine.

Pour le peuple palestinien déjà éprouvé dans ses oeuvres et dans sa chair par la colonisation juive, le terrorisme sioniste et la répression britannique, ce fut alors un jour funeste.

Cent soixante-cinq jours plus tard naissait l'état d'Israël dont seuls les plus pessimistes mesuraient l'extraordinaire capacité de nuisance dès lors que son gouvernement tomberait entre les mains des radicaux nationalistes et des intégristes.

Cinquante ans plus tard, on comprend mieux le refus de ceux qui considèrent la résolution 181 comme illégitime et la vertu de ceux qui aujourd'hui s'y rallient.

Tous ceux qui voudront se livrer à une lecture approfondie des aspects historiques, juridiques et géopolitiques de cet événement fondateur sont invités à participer au séminaire-débat qui se tiendra le

Samedi 6 décembre 1997

**à l'Université de Paris 1 - Amphi Turgot
Place de la Sorbonne de 14h à 18h 30**

Avec la participation de :

Albert Bourgi et Pierre Weiss, juristes
Maurice Buttin, Président de France-Palestine
Claude Cheysson, ancien ministre
Alain Gresh et Dominique Vidal, journalistes
Henri Laurens, historien
Leila Shahid, Déléguée générale de la Palestine, sociologue

Contacts :

Louis-Jean Duclos, 13 rue de la Cité Universitaire, 75014 Paris
(01.45.89.33.49)

Jean Sanchez, fax : 01.69.15.56.54, E-mail : sanchez@lps.u-psud.fr

CVPR - B.P. n° 8-92290 Châtenay-Malabry cedex, fax ; 01.40.91.90.22

LA "CARAMBOUILLE" SE PRÉCISE

Suite à l'article paru dans "Rassembler à Gauche" d'octobre concernant les malversations relevées dans la gestion des "Caisses de retraite des élus locaux" et dont la presse s'est abstenue de relater les faits, nous vous confirmons l'authenticité de ces informations en publiant la lettre en réponse, de la CAREL.

À Monsieur Amaury Couderc,

... Je suis en mesure, aujourd'hui, de vous apporter les informations suivantes.

Le contrôle effectué, à l'initiative de la Commission de Contrôle des Mutuelles et des Institutions de Prévoyance, par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS), a soulevé un certain nombre d'irrégularités de fonctionnement, d'infractions au Code de la mutualité, et fait apparaître une situation financière dégradée de votre Caisse de retraite.

En conséquence, la commission a décidé, d'une part, de me nommer administrateur provisoire de la MUDEL-CAREL, pour une période de six mois, à compter du 22 octobre 1997, et d'autre part, de transmettre le dossier au parquet.

De son côté, le dernier conseil d'administration de votre Mutuelle, réuni le 9 octobre 1997, a décidé à l'unanimité de déposer une plainte contre X, avec constitution de partie civile, auprès du Doyen des Juges d'Instruction de Paris afin de défendre et de préserver les intérêts de ses adhérents.

...
Je fais réaliser actuellement un audit financier et comptable afin d'établir un diagnostic exhaustif de la situation.

J'ai, d'ores et déjà, engagé des contacts avec des partenaires extérieurs et notamment la Mutualité Française, dans le but de rechercher des voies d'un plan de redressement, conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code de la mutualité.

...
Enfin, je tiens à vous préciser que j'engage cette mission avec l'appui précieux de M. Daniel Escolan, nouvellement nommé Directeur général, et de M. Michel Castets, Directeur du développement, qui demeurent vos interlocuteurs privilégiés.

...

L'Administrateur provisoire, Yvon Bocher, Inspecteur Général des Affaires Sociales.

BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES - BRÈVES

Chevènement et les lois sur l'immigration.

Les fédérations de l'Ile-de-France de la LDH (Ligue des Droits de l'Homme), diffusaient dans la manifestation en soutien au combat des sans-papiers du samedi 22 novembre un tract, analysant l'exposé des motifs défendus par Chevènement concernant le texte de loi qui est discuté au parlement. La LDH relevait en particulier ceci :

"parce qu'un citoyen français a le devoir d'assumer la pérennité de la République, ce qui n'est pas le cas par définition des étrangers, la République Française ne reconnaît pas les mêmes droits à ceux-ci et à ses nationaux",

Et poursuivre

"Les étrangers se doivent d'autant plus de respecter les lois de la République que celle-ci leur donne l'hospitalité sur son sol,"

Sans commentaires !